

Communiqué de presse du 23 octobre 2026

Kiwee rassemble plus de 70 décideurs pour la 1^{ère} Rencontre des mobilités inclusives et durables dans les territoires à Transpolis (01)

Un événement unique

Dans un contexte social, économique, géopolitique très tendu, la jeune entreprise lyonnaise Metacar Mobility Systems a souhaité inviter parlementaires, services de l'Etat, associations d'élus, d'entreprises et de la société civile, à échanger le 22 octobre sur les solutions disponibles pour nos concitoyens qui expriment chaque jour leurs besoins de déplacements.

Près de 70 décideurs publics / privés ont répondu ce jour à l'appel, afin d'échanger sur les enjeux et solutions disponibles pour couvrir les zones blanches, peu denses, rurales et affiner les politiques publiques malgré les contraintes budgétaires qui pèsent sur l'Etat et les collectivités.

Dans ses propos introductifs, sa présidente Tiphaine Deheunynck a rappelé les enjeux adressés par Kiwee, son Véhicule Electrique Leger Interdmédiaire (VELI) serviciel qui arrive sur les routes en 2027. Hybride entre l'autopartage et le covoiturage, la possibilité d'emboîter les Kiwees en train routier permet d'envisager des offres de mobilité complémentaires en milieu rural, pour le domicile – travail, et inclusive pour les plus jeunes, les seniors, ou les plus modestes.

« Il fallait craquer le modèle de l'autopartage traditionnel. La voiture qui s'emboîte en train de 10 véhicules, ça permet d'optimiser le modèle d'exploitation, et d'apporter une meilleure qualité de services. C'est une invention française protégée par une famille de 20 brevets et industrialisée à Irigny à côté de Lyon. » Tiphaine Deheunynck

A l'heure où les prix à la pompe saturent l'espace médiatique, il semble important de mettre en avant les offres de mobilité qui restent trop souvent sous les radars : le covoiturage, les services de vélo publics, l'autopartage... ou les innovations françaises qui arrivent sur le marché.

Ouverte par le GART, qui représente les élus en charge des transports des autorités organisatrices de la mobilité, cette rencontre a permis à son nouveau président Franck Dhersin de rappeler toute l'importance des 4 axes fixés dans la feuille de route 2027-2032 : mieux se déplacer ensemble, mieux décarboner ensemble, mieux gouverner ensemble, mieux financer ensemble.

“La mobilité durable ne peut être dissociée de la justice sociale. La cohésion territoriale ne peut exister sans un droit effectif à la mobilité. Pendant longtemps nous avons considéré la route comme une infrastructure automobile. Nous devons dorénavant la considérer comme une infrastructure collective, comme un outil d'équité entre les territoires” Franck Dhersin

Trouver des solutions pour la mobilité en zone rurale

Les intervenants ont pu à l'occasion des tables rondes mettre en avant la nécessaire coordination des politiques de mobilité, à l'échelle nationale et locale, afin d'offrir une solution pour le plus grand nombre. Sylvie Vigneron a illustré cette volonté par le plan avenir montagnes, et les cofinancements portés par le Commissariat du Massif des Alpes pour développer des projets de mobilité sur son territoire. Les JOP et les projets transalpins, ainsi que l'adaptation au changement climatique, sont au cœur des critères qui retiennent l'attention de l'ANCT pour les cofinancements.

La branche innovation du groupe SNCF, Tech4Mobility, a partagé sa vision : lignes de desserte fine du territoire avec Draisys, transport à la demande collectif, développement de pôles d'échanges intermodaux dans les territoires, et la possibilité d'y intégrer de nouveaux services comme les vélos ou VELLs partagés, à l'image de ceux proposés par Kiwee, disponible non seulement en autopartage mais également en « Véhicules à la demande »

Jean-Yves Brenier, Président Balcons du Dauphiné, administrateur GART, Vice-Président en charge de l'aménagement du territoire et de l'équilibre urbain-rural Intercommunalités de France, a partagé l'importance d'innover, de faire plus avec moins, mais aussi de mieux financer au niveau national et régional la compétence mobilité prise par les territoires. A l'image du transport à la demande prochainement disponible pour ses concitoyens, il est nécessaire d'offrir des possibilités de déplacements pour tous. Point également partagé par Marc Teyssier d'Orfeuil, président de « mobilités durables & territoires », qui porte de longue date la nécessité d'un mix énergétique plus équilibré dans les transports (véhicules électriques mais aussi hybrides, GPL, E85...).

L'un des combats parlementaires qui a motivé le déplacement du Sénateur de Meurthe et Moselle Olivier Jacquin, rapporteur du projet de loi de finances sur le volet mobilité, c'est de donner les moyens aux collectivités de financer ces déplacements. A l'issue de la loi d'orientation des mobilités, il a publié un rapport sur le financement des mobilités en zone peu dense et continue de porter la nécessité de consacrer 10% du versement mobilité régional aux collectivités rurales en les décorrélatant de la nécessité qu'ils soient affectés au financement d'un transport collectif.

« Cela fait 4 ans que je dépose un amendement pour financer les mobilités des zones peu denses, et je vais à nouveau déposer un amendement en ce sens sur le projet de loi finances. » Olivier Jacquin, Sénateur de Meurthe-et-Moselle, Rapporteur PLF 2027 au Sénat

Les trajets domicile-travail, préoccupations des employeurs... et des employés

Alors que l'absentéisme a connu une croissance importante avec la flambée des prix des carburants, les panelistes ont pu échanger sur les politiques portées tant par les autorités organisatrices de la mobilité que par les associations d'employeurs, afin de faciliter l'accès aux zones d'emplois.

A l'image de la zone Industrielle lyonnaise de Meyzieu, qui confirme que l'attractivité économique des entreprises est directement liée à son accessibilité, les études permettant de bien connaître les déplacements des employés permettent d'affiner l'offre de mobilité : services de vélos à assistance électrique publics ou mis à disposition des entreprises, autopartage organisé par la collectivité qui offre des nouvelles places de transport public tout en favorisant le pouvoir d'achat des conducteurs, ou encore les innovations de type Kiwee qui assure les premiers et derniers kilomètres pour favoriser le report modal des automobilistes.

Vers de nouveaux rapprochements publics / privés pour un contrat social mobilité ?

La Filière Française de la Mobilité Inclusive et Durable (FFMISD) regroupe depuis quelques mois les acteurs qui oeuvrent chaque jour pour aider les populations les plus précaires à se déplacer : Familles Rurales, Caritas France, Secours populaire, Adie, Réseau cler, ... A l'image des garages solidaires, des maisons de la mobilité en zone rurale, ou du Transport d'Utilité Sociale, il s'agit de mettre en œuvre le Plan d'Actions pour la Mobilité Solidaire défini par la loi d'orientation des mobilités en 2019. Pour autant, là encore, les financements restent à trouver, et le porte-parole Guillaume Florenson vient de publier un communiqué justifiant le nécessaire investissement d'un milliard d'euros par l'Etat pour une politique publique efficiente sur le sujet. En accueillant Kiwee

au sein de la filière au moment de la signature de sa charte, il souligne la pertinence de cette innovation par rapport aux enjeux adressés chaque jour par la filière.

« Les adhérents de la filière française de la mobilité inclusive solidaire et durable rendent mobiles près de 200 000 personnes en difficulté par an. La France compte aujourd'hui 17 millions de personnes en situation de précarité mobilité. Nous avons besoin pour faire ce métier du monde de l'entreprise, d'innovations comme Metacar, mais aussi d'assureurs, de loueurs longue durée, pour co-construire une véritable politique publique de mobilité solidaire. » Guillaume Florenson

La société civile peut également faire ce lien et remonter les attentes de mobilité des citoyens aux collectivités par le biais d'associations dédiées, comme le rappelle Cyril Gomel, qui voit dans le VELI la solution pour pouvoir proposer une alternative à la voiture en zone rurale.

L'ancienne Présidente de la Commission Transports du Parlement Européen Karima Delli de conclure que la seule tenue de cet événement dans un contexte de retour des gilets jaunes redonne espoir, et permet de mettre en avant des innovations françaises qui recrée le nécessaire contrat social qui doit motiver les politiques publiques en faveur de la mobilité.

« Les gilets jaunes, ce sont les gens qui se sentent en marge de la société, notamment parce qu'ils n'ont plus les moyens de se déplacer. Trop de gens ont perdu l'espoir. Nous avons vu dans nos échanges qu'il reste des solutions. Nous pouvons encore agir. Nous espérons que les candidats à la prochaine élection présidentielle comprendront l'importance d'un nouveau contrat social autour de la mobilité. Il faut maintenant réconcilier tout le monde. » Karima Delli

Olga Givernet, ancienne Ministre et députée de l'Ain, souligne également le souhait de la France d'accélérer l'électromobilité avec le « Plan d'électrification » récemment renforcé par le Gouvernement. L'arrivée de l'EPR dans les années à venir à proximité, et les nombreux emplois créés, sont autant d'opportunités qui méritent de développer les industries et innovations en ce sens. Le projet de loi cadre pour le développement des transports dont elle était rapporteur en commission en début d'été visait à donner une direction pour leur financement sur la décennie à venir. Les débats budgétaires actuels ne lui ont malheureusement pas laissé de place dans l'agenda de l'Assemblée Nationale pour le moment.

« Bravo pour ces échanges encourageants, Bravo à Metacar d'être lauréat propulse. Nous continuons en France à innover dans l'électrification de nos déplacements. Les solutions doivent s'adresser à tous pour ne laisser personne sur le bord de la route. » Olga Givernet

Premiers tours de roues de Kiwee, pour des expérimentations sur route en 2027

Le véhicule serviciel est prêt à l'essai, et les 70 participants ont eu l'opportunité d'essayer l'innovation sur le site dédié de Transpolis. Afin d'assurer les premières demandes d'expérimentations dès 2027, Metacar Mobility Systems travaille directement avec les services de l'Etat concernés en sa qualité de lauréat du programme Propulse, porté par l'agence de l'innovation du Ministère des transports. Des dérogations préfectorales devraient être signées pour co-construire la réglementation permettant à ce train routier de VELIs, inexistant pour le moment dans le Code de la Route, de pouvoir se déployer à travers la France, et pourquoi pas un jour à l'international. Des intérêts ont déjà été relevés en Suisse, en Grèce et au Maroc. L'occasion d'organiser une prochaine rencontre internationale dans quelques mois ?
